

No. 33787

**FRANCE
and
TURKMENISTAN**

**Treaty of friendship, understanding and cooperation. Signed
at Achgabat on 28 April 1994**

Authentic texts: French, Turkmen and Russian.

Registered by France on 19 May 1997.

**FRANCE
et
TURKMÉNISTAN**

**Traité d'entente, d'amitié et de coopération. Signé à Achgabat
le 28 avril 1994**

Textes authentiques : français, turkmène et russe.

Enregistré par la France le 19 mai 1997.

TRAITÉ¹ D'ENTENTE, D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION ENTRE LE TURKMÉNISTAN ET LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Turkmenistan et la République française, dénommés ci-après les Parties :

- déterminés à développer des relations d'amitié et de coopération,
- prenant acte de ce que le Turkmenistan est l'un des Etats successeurs de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques,
- convaincus de la nécessité de fonder leurs relations sur la confiance et sur le respect des valeurs universelles de liberté, de démocratie et de justice,
- reconnaissant la primauté du droit international dans les relations entre Etats,
- se fondant sur les buts et les principes de la Charte des Nations-Unies,
- confirmant les engagements qu'ils ont souscrits dans le cadre de l'Acte Final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe² et de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe³,
- conscients de ce que l'avenir des rapports entre les deux Etats est indissolublement lié au renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Europe et en Asie,

¹ Entré en vigueur le 9 octobre 1996 par l'échange des instruments de ratification, conformément à l'article 21.

² *Documents d'actualité internationale*, n^{os} 34, 35 et 36 (26 août-2 et 9 septembre 1975), p. 642 (La Documentation française).

³ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session*, document A/45/859, p. 3.

- prenant en compte la mise en place de l'Union Européenne et la contribution de celle-ci à la construction d'une Europe pacifique et solidaire,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Le Turkmenistan et la République française s'engagent à développer entre eux, dans tous les domaines, des relations de coopération fondées sur la confiance et l'intérêt mutuels. Ils favorisent l'entente et l'amitié entre les peuples turkmène et français .

Les Parties concluent, en tant que de besoin, d'autres accords pour mettre en application les dispositions du présent Traité.

Article 2

Le Turkmenistan et la République française mettent en oeuvre leur coopération politique dans le cadre bilatéral ainsi qu'au sein des enceintes multilatérales.

Attachés aux valeurs universelles de liberté et de démocratie, ils coopèrent pour la défense et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment au sein des organisations internationales compétentes.

Ils unissent leurs efforts en vue d'assurer la sécurité internationale, de prévenir les conflits et de garantir la primauté du droit international dans les relations entre Etats.

Article 3

Le Turkmenistan et la République française tiennent des consultations régulières aux niveaux appropriés, afin d'échanger leurs vues sur leurs relations bilatérales ainsi que sur les problèmes internationaux d'intérêt commun, en particulier sur des questions fondamentales concernant la sécurité et la coopération en Europe.

Dans ces domaines, les Parties s'attachent à harmoniser le plus possible leurs positions et, lorsque ceci leur semble nécessaire, mènent des actions conjointes ou concertées.

A cette fin, des rencontres au plus haut niveau sont organisées par accord entre les Parties. Les Ministres des Affaires Etrangères se réunissent au moins une fois par an.

Des réunions de travail entre représentants des ministères des Affaires Etrangères des deux Etats se tiennent en tant que de besoin.

Les autres membres des gouvernements des deux Etats se rencontrent en tant que de besoin pour traiter de questions d'intérêt commun.

Article 4

Au cas où surgiraient des situations qui, de l'avis d'une des Parties, créeraient une menace contre la paix, une rupture de la paix ou mettraient en cause ses intérêts majeurs de sécurité, cette Partie peut demander à l'autre que se tiennent sans tarder des consultations entre elles à ce sujet. Les Parties s'efforcent d'adopter une position commune sur les moyens de surmonter cette situation.

Article 5

Le Turkmenistan et la République française se consultent au sein des organisations internationales dont elles sont membres, notamment de l'Organisation des Nations Unies, dans le but d'harmoniser le plus possible leurs positions lorsque ceci leur semble nécessaire et d'assurer la mise en oeuvre la plus efficace possible des dispositions prises dans ce cadre.

Article 6

La République française s'engage à favoriser le développement de liens entre le Turkmenistan et l'Union Européenne .

Les engagements auxquels souscrit la République française dans les accords bilatéraux avec le Turkmenistan respectent les obligations qui incombent à la République française du fait de son appartenance à l'Union Européenne.

Article 7

Le Turkmenistan et la République française coopèrent étroitement dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

Les Parties agissent de concert afin de renforcer ses institutions, notamment sur le plan juridique, pour garantir la stabilité, la sécurité et l'Etat de droit sur le continent européen.

Elles favorisent en particulier l'adoption de principes susceptibles de contribuer à la prévention des conflits.

Article 8

Le Turkmenistan et la République française soulignent l'importance de l'institution de l'Union Européenne qui permet de mettre en oeuvre une politique étrangère et de sécurité commune, de renforcer la coopération entre Etats européens et apporte une contribution essentielle à la stabilité du continent et du monde entier.

Article 9

Le Turkmenistan et la République française, soulignant l'apport décisif des accords de désarmement à la sécurité européenne et internationale, soutiennent, dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe et plus particulièrement au sein du Forum de sécurité, le processus de désarmement, de renforcement de la confiance et de la sécurité et de prévention des conflits.

Les Parties attachent une importance particulière aux mesures propres à éviter la prolifération des armes de destruction massive ainsi qu'au contrôle efficace sur les armes classiques. Elles agissent à cette fin de manière concertée dans les instances internationales.

La République française prend acte avec satisfaction de la décision du Turkmenistan d'être un Etat non doté d'armes nucléaires.

Article 10

Le Turkmenistan et la République française développent et approfondissent leurs contacts dans le domaine militaire. Les Parties procèdent à cette fin, de manière régulière, à des échanges de vues sur leurs concepts de défense.

Elles favorisent les contacts entre ministères des Affaires étrangères et ministères chargés de la Défense, ainsi qu'entre Etats-majors des armées des deux Etats.

Article 11

Le Turkmenistan et la République française accordent une priorité particulière au développement de leur coopération dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, des ressources minières, de l'industrie, des transports et des télécommunications.

Article 12

Le Turkmenistan et la République française développent une coopération en matière de formation des acteurs de la vie économique et sociale.

Chaque Partie s'efforce d'améliorer les conditions de l'activité sur son territoire des entreprises de l'autre Partie, en particulier en matière d'investissements directs et de protection des capitaux investis.

Les Parties favorisent l'échange le plus large possible d'informations économiques et assurent l'accès à ces informations des hommes d'affaires et des scientifiques des deux pays.

Dans la mesure de ses possibilités, la République française fournit au Turkmenistan une assistance technique à la formation des cadres de l'économie, destinée à favoriser le développement d'une économie de marché.

Article 13

Le Turkmenistan et la République française coopèrent, compte tenu de leurs intérêts mutuels et en liaison.

avec d'autres Etats, dans le cadre des organisations économiques et institutions financières internationales.

Article 14

Le Turkmenistan et la République française favorisent la coopération entre les Parlements des deux Etats.

Article 15

Les Parties encouragent les liens directs entre collectivités territoriales des deux Etats, en particulier les jumelages entre communes, dans le respect des dispositions du présent Traité.

Les Parties facilitent la coopération entre les organisations politiques, sociales et syndicales des deux pays.

Article 16

Le Turkmenistan et la République française développent et approfondissent leur coopération dans les domaines de l'enseignement, de la culture, de la science, et de la technique, en mettant l'accent sur la formation. Ils attachent une importance particulière à la coopération dans le domaine de la santé.

Chaque Partie s'emploie à faire mieux connaître à sa population les réalisations scientifiques, techniques et culturelles de l'autre Partie, et, à cet effet, facilite notamment la diffusion des livres et de la presse de l'autre Partie .

Les Parties s'efforcent de donner à toutes les personnes intéressées la possibilité d'étudier la langue, la culture, la littérature et l'histoire de l'autre Partie.

Pour assurer une meilleure compréhension entre les peuples du Turkmenistan et de la République française , les Parties développent leur coopération dans le domaine des médias.

Les Parties encouragent les contacts entre ressortissants des deux Etats, notamment entre jeunes Turkmènes et jeunes Français

Elles encouragent également la coopération dans les domaines du sport et du tourisme.

Les Parties contribuent à l'élaboration régulière de programmes communs dans les domaines de l'enseignement, de la culture, de la science et de la technique, et notamment dans le secteur de la santé. Ces programmes définissent les modalités pratiques de la mise en oeuvre de leur coopération, avec la participation des administrations compétentes des deux pays. Les Parties favorisent les contacts directs entre universités, écoles supérieures, centres de recherche et établissements culturels des deux Etats.

Article 17

Le Turkmenistan et la République française , conscients de l'importance de la protection de l'environnement, coopèrent de manière étroite dans ce domaine et s'engagent à favoriser le développement d'actions concertées aux plans européen et international.

Article 18

Le Turkmenistan et la République française élargissent leur coopération dans le domaine consulaire.

Les Parties créent les conditions appropriées pour améliorer la circulation de leurs ressortissants entre les deux Etats.

Article 19

Le Turkmenistan et la République française favorisent la coopération entre institutions judiciaires des deux Etats, en particulier en matière d'entraide judiciaire civile.

Les Parties organisent une coopération entre organismes chargés de la sécurité publique pour la lutte contre le crime organisé, le trafic illicite de stupéfiants et la contrebande, y compris le trafic illégal d'objets d'art. Elles s'efforcent de mettre en oeuvre une coopération appropriée dans le domaine de la lutte contre le terrorisme international.

Article 20

Les dispositions du présent Traité n'affectent en rien les engagements des Parties à l'égard des Etats tiers et ne sont dirigées contre aucun d'entre eux.

Article 21

Le présent Traité sera soumis à ratification et entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification.

Le présent Traité est conclu pour une durée de dix ans. Sa validité sera prorogée par tacite reconduction de cinq ans en cinq ans. Chacune des Parties pourra dénoncer le présent Traité à tout moment en adressant à l'autre Partie par voie diplomatique une notification écrite de dénonciation. La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de ladite notification.

Fait à Achgabat, le 28 avril 1994, en double exemplaire, chacun en langues turkmène, française et russe, les textes français et russe faisant seuls foi en cas de contestation.

Pour le Turkménistan :

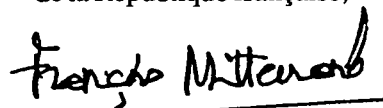
Le Président du Turkménistan,



SAPARMOURAT NIYAZOV

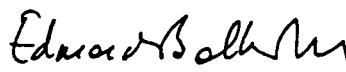
Pour la République
française :

Le Président
de la République française,



FRANÇOIS MITTERRAND

Le Premier Ministre,



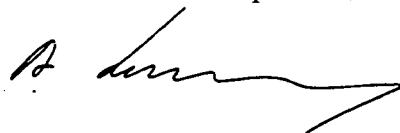
EDOUARD BALLADUR

Le Ministre des Affaires étrangères,



HALYKBERDY ATAYEV

Le Ministre délégué
aux Affaires européennes,



ALAIN LAMASSOURE

[TURKMEN TEXT — TEXTE TURKMÈNE]

ДОГОВОР О ВЗАИМОПОНИМАНИИ, ДРУЖБЕ И СОТРУДНИЧЕСТВЕ МЕЖДУ ТУРКМЕНИСТАНОМ И ФРАНЦУЗСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ

Туркменистан и Французская Республика, именуемые далее Сторонами,

преисполненные решимости развивать отношения дружбы и сотрудничества,

принимая к сведению то, что Туркменистан является одним из государств - правопреемников бывшего Союза Советских Социалистических Республик,

убежденные в необходимости построения своих отношений на доверии и уважении общечеловеческих ценностей - свободы, демократии и справедливости,

признавая верховенство международного права в отношениях между государствами,

руководствуясь целями и принципами Устава Организации Объединенных Наций,

подтверждая обязательства, взятые в рамках Хельсинкского Заключительного акта Соперания по безопасности и сотрудничеству в Европе и Парижской Хартии для новой Европы,

сознавая, что будущие отношения между двумя государствами неразрывно связаны с укреплением мира, безопасности и стабильности в Европе и Азии,

принимая во внимание создание Европейского Союза и его вклад в строительство миролюбивой и солидарной Европы,

договорились о следующем:

Статья I

Туркменистан и Французская Республика обязуются развивать между собой отношения сотрудничества во всех областях на основе доверия и учета взаимных интересов, что будет способствовать взаимопониманию и дружбе между французским и туркменским народами.

Стороны заключают по мере необходимости другие соглашения для осуществления положений настоящего Договора.

Статья 2

Туркменистан и Французская Республика осуществляют политическое сотрудничество как на двусторонней, так и многосторонней основе.

Признавая общечеловеческие принципы свободы и демократии, они сотрудничают для защиты и поощрения прав человека и основных свобод, особенно в рамках компетентных международных организаций.

Они объединяют свои усилия по обеспечению международной безопасности, предотвращению конфликтов и обеспечению примата международного права в отношениях между государствами.

Статья 3

Туркменистан и Французская Республика проводят регулярные консультации на соответствующих уровнях для обмена мнениями как по вопросам двусторонних отношений, так и по международным проблемам, представляющим взаимный интерес, в особенности, по основным вопросам безопасности и сотрудничества в Европе.

Стороны стремятся по возможности к наиболее полному сближению своих позиций в этих областях и при необходимости проводят совместные или согласованные действия. С этой целью встречи на высшем уровне организуются по согласованию Сторон, а министры иностранных дел встречаются не менее одного раза в год.

Рабочие совещания представителей министерств иностранных дел двух государств проводятся по мере необходимости.

Другие члены Правительств обоих государств встречаются в случае необходимости для обсуждения вопросов, представляющих взаимный интерес.

Статья 4

В случае возникновения ситуаций, создающих, по мнению одной из Сторон, угрозу или нарушение мира или затрагивающих существенные интересы ее безопасности, эта Сторона может обратиться к другой Стороне с

просьбой безотлагательно провести консультации по данному вопросу. Стороны приложат усилия для выработки общей позиции относительно средств урегулирования подобных ситуаций.

Статья 5

Туркменистан и Французская Республика консультируются в рамках международных организаций, членами которых они являются, в первую очередь в Организации Объединенных Наций, с целью достижения наиболее полного сближения своих позиций, когда это представляется необходимым, и обеспечения наиболее эффективного проведения в жизнь мер, принятых в рамках этих организаций.

Статья 6

Французская Республика обязуется содействовать развитию связей между Туркменистаном и Европейским Союзом.

Французская Республика, принимая на себя обязательства по двусторонним соглашениям с Туркменистаном, соблюдает обязательства, вытекающие из ее членства в Европейском Союзе.

Статья 7

Туркменистан и Французская Республика тесно сотрудничают в рамках Совещания по безопасности и сотрудничеству в Европе.

Стороны действуют совместно, особенно в юридическом плане, в целях укрепления его учреждений для обеспечения стабильности, безопасности и верховенства права на европейском континенте.

Они поощряют, в частности, принятие принципов, призванных способствовать предотвращению конфликтов.

Статья 8

Туркменистан и Французская Республика подчеркивают важность создания Европейского Союза, который обеспечивает проведение совместной политики в области внешней политики и безопасности, укрепление содру-

ничества между европейскими государствами и вносит вклад в стабильность на континенте и во всем мире.

Статья 9

Туркменистан и Французская Республика, подчеркивая решающий вклад соглашений о разоружении в европейскую и международную безопасность, поддерживают в рамках Совещания по безопасности и сотрудничеству в Европе и особенно в рамках Форума безопасности, процесс разоружения, укрепления доверия, безопасности и предотвращения конфликтов.

Стороны придают особую важность мерам, позволяющим избежать распространения оружия массового поражения, а также обеспечивать эффективный контроль над обычными видами вооружений. С этой целью они согласованно действуют в рамках международных организаций.

Французская Республика принимает к сведению, с удовлетворением, решение Туркменистана быть безъядерным государством.

Статья 10

Туркменистан и Французская Республика развивают и укрепляют контакты в военной области. С этой целью Стороны приступают к обмену мнениями о концепциях обороны на регулярной основе.

Они содействуют контактам между министерствами иностранных дел и министерствами обороны, а также между штабами армий обоих государств.

Статья 11

Туркменистан и Французская Республика отдают приоритет развитию сотрудничества в области сельского хозяйства, энергетики, добычи и переработки полезных ископаемых, промышленности, транспорта и телекоммуникаций.

Статья 12

Туркменистан и Французская Республика развивают сотрудничество в области подготовки кадров в экономической и общественной деятельности.

Каждая из Сторон прилагает усилия по улучшению условий деятельности на своей территории для предприятий другой Стороны, в частности в том, что касается прямых инвестиций и защиты капиталовложений.

Стороны содействуют по возможности наиболее широкому обмену экономической информацией и обеспечивают доступ к ней бизнесменов и ученых обеих стран.

По мере своих возможностей Французская Республика предоставляет Туркменистану техническую помощь в подготовке кадров, призванных содействовать развитию рыночной экономики.

Статья 13

Туркменистан и Французская Республика сотрудничают, принимая во внимание свои взаимные интересы, с другими государствами в рамках международных экономических организаций и финансовых учреждений.

Статья 14

Туркменистан и Французская Республика содействуют сотрудничеству Парламентов обеих государств.

Статья 15

Стороны поощряют прямые связи между городами и регионами двух государств, в частности, путем породнения городов в соответствии с положениями настоящего Договора.

Стороны содействуют сотрудничеству между политическими, общественными и профсоюзными организациями обеих стран.

Статья 16

Туркменистан и Французская Республика развивают и углубляют сотрудничество в области образования, культуры, науки и техники, отдавая приоритет подготовке кадров. Они придают особое значение сотрудничеству в области здравоохранения.

Каждая из Сторон старается лучше ознакомить свое население с научными, техническими и культурными достижениями другой Стороны и в этой связи способствует распространению книг, газет и журналов другой Стороны.

Стороны прилагают усилия к тому, чтобы предоставить всем заинтересованным лицам возможность изучения языка, культуры, литературы и истории другой Стороны.

В целях обеспечения лучшего взаимопонимания между народами Туркменистана и Французской Республики Стороны развивают сотрудничество в области средств массовой информации.

Стороны поощряют контакты между гражданами обоих государств. В частности, контакты между молодежью Туркменистана и Французской Республики.

Стороны также поощряют сотрудничество в области спорта и туризма.

Стороны содействуют разработке на постоянной основе совместных программ, определяющих практические аспекты реализации сотрудничества, в области образования, культуры, науки и техники и, в частности, в сфере здравоохранения с участием компетентных ведомств обеих стран. Стороны содействуют прямым контактам между университетами, высшими учебными заведениями, исследовательскими центрами и учреждениями культуры двух государств.

Статья 17

Туркменистан и Французская Республика, сознавая важность защиты окружающей среды, тесно сотрудничают в этой области и обязуются содействовать развитию согласованных действий в европейском и международном плане.

Статья 18

Туркменистан и Французская Республика расширяют свое сотрудничество по консульским вопросам.

Стороны создают соответствующие условия для улучшения передвижения своих граждан между двумя государствами.

Статья 19

Туркменистан и Французская Республика содействуют сотрудничеству между судебными органами обоих государств, в частности, по оказанию правовой помощи по гражданским делам.

Стороны организуют сотрудничество своих правоохранительных органов в борьбе с организованной преступностью, незаконным оборотом наркотиков и контрабандой, включая незаконную торговлю предметами искусства. Они прилагают усилия для осуществления соответствующего сотрудничества в борьбе с международным терроризмом.

Статья 20

Положения настоящего Договора ни в чем не затрагивают обязательств Сторон по отношению к третьим государствам и не направлены против какого-либо из них.

Статья 21

Настоящий Договор подлежит ратификации и вступает в силу через тридцать дней после обмена ратификационными грамотами.

Настоящий Договор заключен сроком на десять лет. По истечении этого срока действие Договора будет автоматически продлено на следующий пятилетний период.

Каждая из Сторон может денонсировать настоящий Договор в любое время, направив другой Стороне по дипломатическим каналам письменное уведомление о денонсации. Денонсация вступает в силу через шесть месяцев с момента получения вышеупомянутого уведомления.

Совершено в г.Ашгабате 28 апреля 1994 г. в двух экземплярах, каждый на туркменском, французском и русском языках.

В случае расхождения в толковании настоящего Договора за основу будут взяты только тексты на французском и русском языках.

За Туркменистан :

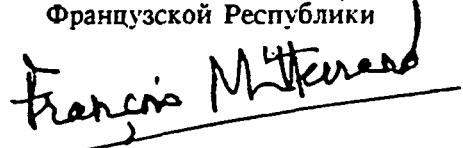
Президент
Туркменистана



Сапармурат Ниязов

За Французскую Республику :

Президент
Французской Республики



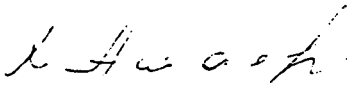
Франсуа Миттеран

Премьер-министр



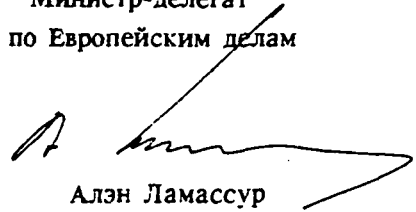
Эдуард Балладюр

Министр иностранных
дел



Халыкберды Атаев

Министр-делегат
по Европейским делам



Алэн Ламассур

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

**ӨЗАРА ДУШУНИШМЕК, ДОСТЛУК ВЕ ХЫЗМАТДАШЛЫК ХАКЫ-
НДА ТУРКМЕНИСТАН БИЛЕН ФРАНЦУЗ РЕСПУБЛИКАС-
ЫНЫН АРАСЫНДАКЫ ШЕРТНАМА**

Мундав бейлэк Тараптар дийлиш атлакдырылган Түркменистан ве Француз Республикасы,

достлук хем-де хызматдашлык гатнашыкларыны өсдүрмек хыжуву билен гуршалып,

Түркменистаның озалкы Совет Социалистик Республикалары Союзының хукук орунтутарлары болуп дурган дөвлетлериң биридигини назара алып,

өз гатнашыкларыны ынанышмак хем-де умумынсан гымматлыкларына- азатлыга, демократия ве адалатлылыга сарпа гоймак эсасында гурмагың зерурдыгына ынанып,

дөвлетлериң арасындакы гатнашыкларда халкара хукугының ёкары тутулмагыны ыкпар эдип,

Бирлешен Миллетлер Гурамасының Уставының максатларыны хем-де ёерелгелерини голданып,

Европада ховпсузлык ве хызматдашлык барадакы маслахатың Жемлейжи Хельсинки актының хем-де Тэзе Европа үчин Париж Хартиясының чёклеринде алган борчнамалары тассыклап,

ики дөвлетиң арасындакы гелжекки гатнашыкларың Европада ве Азияда парахатчылыгы, ховпсузлыгы хем-де дурнукульлыгы тутталандырмак билен айрымгаз баглангышыклыдыгына дүшүнип,

Европа Союзының дөредилмегини хем-де паракатчылык сөйүжи ве райдаш Европаны гурмага онуң гошандыны назара алып,

шу ашакдакылар барада ылачашдылар:

1-нжи мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы өз араларында хызматлашлык гатнашыкларыны эхли бабатларда ынанышмак ве бирек-бирегни бэхбитлерини назара алмак эсасында өсдүрмөге борчланярлар. мунуң өзи француз ве түркмен халкларының арасында өзара дүшүнишмөге хем-де до-стлуга ярдам эдйэр.

Тараплар шу Шертнаманың дүзгүнлерини амала ашырмак үчин зерурлыга гөрэ бейлеке ылалашыклары хем баглашярлар.

2-нжи мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы хем икитараплайын, хем көптараплайын эсасда сыясы хызматдашлыгы амала ашырярлар.

Азатлыгың ве демократияның умумыйнасан йөрелгелерини ыкпар этмек билек, олар адам хукукларыны хем-де эсасы азатлыклары, айратын-да ыгытырлы халкара гурамаларының чөклеринде горамак ве хөвеслендирмек үчин хызматдашлык эдйэрлер.

Олар халкара ховпсузлыгыны үпжүн этмек, конфликтлериң өңүни алмак хем-де дөвлетлериң арасындакы гатнашыкларда халкара хукугының ёкары тутулмагыны үпжүн этмек боюнча өз тагаллаларыны бирлешдирйэрлер.

3-нжи мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы хем икитараплайын гатнашыкларың меселелери боюнча, хем гызыкландырян халкара проблемалары боюнча, айратын-да, Европада ховпсузлыгың ве хызматдашлыгың эсасы меселелери боюнча пикир алышмак үчин дегишли дережелерде ызыгидерли консультациялар гечирйэрлер.

Тараплар шу бабатларда өз гарайышларыны мүмкин болдугыча хас долы якынлашдырмага чалышырлар ве зерур болан халатда билеликдөки я-да ылалашылан херекетлери амала ашырлар. Шу максат билен ёкары дережелёки душүшыклар Тарапларың ылалашмагы боюнча гураляр, дашары ишлер министрлери болса азындав йылда бир гезек душүшырлар.

Ики дөвлетиң дашары ишлер министрликлериниң векиллериниң иш маслахатлары зерурлыга гөрө гечирилёр.

Ики дөвлетиң Хөкүметлериниң бейлеки агзалары өзара гызыккландырма дөрелён меселелери ара алып маслахатлашмак үчин зерурлык дөрөн халатда душүшырлар.

4-нжи мадда

Тарапларың бириниң пикирине гөрө, паракатчылык үчин вехим дөредён я-да паракатчылыгы бозян, я болмаса өз ховсузлыгының дүйшли бэхбитлерине тәсир эдён ягдайлар дөрөн халатда, шол Тарап шол меселе боюнча консультациялары гайра гойман гечирмек хакындакы хайыш билен бейлеки Тарапа йүз тутуп билер. Тараплар шейле ягдайлары дүзгүлөшдирмегиң серишделери бабатда умумы гарайышлары ишлөп тайырламак үчин тагалла эдерлер.

5-нжи мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы агзалары болуп дурян халкара гурамаларының, илкинжи нобатда Бирлешен Миллетлер Гурамасының чөклеринде меселелер боюнча, зерур болан халатда өз гарайышларының хас долы якынлашмагыны газанмак хем-де шол гурамаларың чөклеринде кабул эдилен чөрелериң хас долы дурмуша гечирилмегини үшжүн этмек максалы билен, консультациялары гечирйөрлер.

6-нжи мадда

Француз Республикасы Түркменистан билен Европа Союзының арасындакы гатнашыклары есдүрмәге ярдам бермәге борчланяр.

Француз Республикасы Түркменистан билен икитараплайын ылалашыклар боюнча борчнамалары өз үстүне кабул этмек билен, онуң Европа Союзында агзалыгындан гелип чыкян борчнамалары бержай эдйэр.

7-нжи мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы Европада ховпсузлык ве хызматдашлык барадакы маслахатың чэклеринде ыснышыклы хызматдашлык эдйэрлер.

Тараплар онуң эдараларыны пугталаандырмак максады билен, Европа континентинде дурнуклытыгы, ховпсузлыгы ве хукутуң ёкары тутулмагыны үшжүн этмек үчин билеликте, айратын хем юридик планда херекет эдйэрлер.

Олар, хусусан-да, конфликтлериң өңүни алмага ярдам этмели болан йөрелтелериң кабул эдилмегини хөвөслөндирйэрлер.

8-нжи мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы Европа Союзының дөредилмегиниң мөхүмлигини ныгтаярлар, ол болса дашары сыясат хем-де ховпсузлык бабатда билеликдэки сыясаты йөретмеги, Европа дөвлетлериңиң арасында хызматдашлыгы пугталаандырмагы үшжүн эдйэр ве континентде хем-де бүтин дүйэде дурнуклытыга гошант гошяр.

9-нжы мадда

Түркменистан хем-де Француз Республикасы ярагсызланмак хакындакы ылалашыкларың европа ве халкара ховпсузлыгына айгытлы гошандыны ныгтамак билен, Европада ховпсузлык хем-де хызматдашлык барадакы маслахатың ве айратын хем Ховпсузлык форумының чэклеринде ярагсызланмак, ынанышмагы, ховпсузлыгы пугталаандырмак хем-де конфликтлериң өңүни алмак процесини голдаярлар.

Тараплар көпчүликлейин гырьш ярагының яйрамагының өңүни алмага мүмкинчилик берйән чэрелере, шейле хем ярагларың адаты гөрвүшлериңе нетижели контрольыгы үшжүн этмэге айратын мөхүм эхмиет

берйәрлер. Шу максат билен олар халкара гурамаларының чәклеринде ытлашып херекет эдйәрлер.

Француз Республикасы Түркменистаның ядро ярагсыз дәвлет болмак барадакы карарыны канагатланмак билен, маглумат үчин кабул эдйәр.

10-нжы мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы харбы бабатда гатнашыклары өсдүрйәрлер хем-де пугталаңдырлар. Шу максат билен Тараплар горанмак концепциялары хақында пикир алышмага ызыгидерли эсасда гиришйәрлер.

Олар ики дәвлетиди дашары ишлер министрликлериниди ве горанмак министрликлериниди арасындакы, шейле хем гошунларының штабларының арасындакы гатнашыклар ярдам эдйәрлер.

11-нжы мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы оба хожалыгы, энергетика, газылып алынып пейдалы затлары чыкармак ве ишлэп бежермек, сенагат, транспорт хем-де телекоммуникациялар бабатдакы хызматдашлыгы өсдүрмеги илери тутярлар.

12-нжы мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы ыкдысады иш хем-де жемгыетчилик иши бабатда кадрлары тайярламакда хызматдашлыгы өсдүрйәрлер.

Тарапларың хер бири өз территориясында бейлеки Тарапың кэрханалары үчин иш шертлерини, хусусан-да, гөни инвестициялара ве мая гоюларыны горамага дегипшилиликде шол шертлери говуландырмак боюнча тагалла эдйәр.

Тараплар ыкдысады маглуматларың мүмкин болдугыча хас гинден алышлмагына ярдам эдйәрлер хем-де оларың ики юрдуң хем бизнесменлери ве алымлары үчин эльетерли болмагыны үпжүн эдйәрлер.

Француз Республикасы базар ыкдысадыетини өсдүрмөгө ярдам этмели болаң кадрлары тайярламакда Түркменистана, өз мүмкинчиликлерине гөрө, техника көмөк берйәр.

13-нжи мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы өзара бәхбитлерини назара алмак билең, халкара ыкдысады гурамаларының хем-де малие эдараларының чәклеринде бейлеки дөвлетлер билең хызматдашлык эдйәрлер.

14-нжи мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы ики дөвлетини Парламентлериниң хызматдаштыгына ярдам эдйәрлер.

15-нжи мадда

Тараплар ики дөвлетиниң шәхерлериниң ве регионларының арасындакы гөни арагатнашыклары, хусусан-да, шу Шертнамаың дүзгүнлерине лайык-лыкда шәхерлериниң доганлашмагы аркалы хөвеслендирийәрлер.

Тараплар ики юрдүң сыясы, жемгыетчилик ве профсоюз гурамаларының арасында хызматдашлыга ярдам эдйәрлер.

16-нжи мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы кадрлары тайярламагы илери тутмак билең, билим, медениет, ылым хем-де техника бабатда хызматдашлыгы өсдүйәрлер ве чуңлашдырярлар. Олар сагыгы саклайыш бабатдакы хызматдашлыга айратын әхмиег берйәрлер..

Тарапларың хер бири өз илатыны бейлеки Тарапың ылымда, техникала ве медениетде газанаң үстүнликлери билең хас оңат танышдырмага чалышяр хем-де шувуң билең багланшыклылыкда бейлеки Тарапың китапларының, газетлериниң ве журналларының яйрадылмагына ярдам эдйәр.

Тараплар әхли гызыклянян адамлара бейлеки Тараптың дилини, медениетини, эдебиятыны ве тарыхыны өвренмәге мүмкинчилик бермек үчин тагалла эдйәрлер.

Тараплар Түркменистаның ве Француз Республикасының халкларының арасында бирек-биреге хас оңат дүшүнишмеги үпжүн этмек мақсады билев, көпчүликлейин хабар беритиш серишделери бабатда хызматдашлығы өсдүрйәрлер.

Тараплар ики дәвлетидиң граждандарының арасындакы гатнашыклары, хусусан-да, Түркменистаның ве Француз Республикасының яшларының арасындакы гатнашыклары хөвеслендирийәрлер.

Тараплар шейле хем спорт ве туризм бабатдакы хызматдашлығы хөвеслендирийәрлер.

Тараплар ики юрдуң ыгтыярлы органларының гатнашмагы билев билим, медениет, ылым ве техника бабатдакы, хусусан-да саглығы саклайыш сферасында хызматдашлығы дурмуша гечирмегидиң практикы тарапларыны кесгитлейән билеликдәки программаларың хемишелик эсасда ишленилип тайярланылмагына ярдам эдйәрлер. Тараплар ики дәвлетидиң университетлериниң, ёкары окув жайларының, барлаг меркезлериниң ве медениет эдараларының арасында гөни гатнашыкларына ярдам эдйәрлер.

17-нжи мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы төверекдәки среданы го-рамагың мөхүмлигине дүшүнип, шу бабатда якындан хызматдаштык эдйәрлер хем-де европа ве халкара бабатда ылалашылан херекетлери өсдүрмәге ярдам бермәге борчланярлар.

18-нжи мадда

Түркменистан ве Француз Республикасы консултык меселелери бо-юнча өз хызматдашлығыны өсдүрйәрлер.

Тараплар ики дәвлетидиң арасында өз граждандарының херекет этмегини говуладжырмак үчин дегипли шертлери дөредйәрлер.

19-нчы мадда

Түркмөнстан ве Француз Республикасы ики дөвлетин суд органларының арасындакы, хусусан-да, граждан ишлери боюнча хуқук көмегини бермек барадакы хызматдашлыга ярдам эдйэрлер.

Тараплар өз хуқук горайжы органларының гурамачылыклы жөнәятчылыга, нешелериң биканув доланышыгына ве сунгат эсерлериниң биканув сөвдасыны хем гошмак билен, контрабанда гаршы гөрешде хызматдашлык этмегини гураярлар. Олар халкара терроризмине гаршы гөрешде дегипли хызматдашлыгы амала апырмак үчин тагалла эдйэрлер.

20-нчи мадда

Шу Шертнаманың дүзгүнлери Тарапларың үчүнчи дөвлетлер барадакы борчанамаларына хич бир бабатда тәсир этмейэр хем-де оларың хич бирине гаршы гөнүкдирилен дәлдир.

21-нчи мадда

Шу Шертнама ратификациялашпырмага дегиплидир хем-де ратификацион хатлар алшыландан отуз гүн геченден соң гүйже гирйэр.

Шу Шертнама он йыл мөхлет үчин баглашылды. Шол мөхлет тамамланандан соң Шертнаманың гүйжи соңракы бәш йыллык дөвүр үчин өзүнден узалдылар.

Тарапларың хер бири денонсирлемек хакындакы язмача хабары дипломатик каналлар аркалы бейлеки Тарапа иберип, шу Шертнаманы ислендик вагтда денонсирләп билер. Денонсирлемек ёкарда гөркезилен хабар алнан пурсатдан башлап алты ай геченде гүйже гирйэр.

Ашгабат шәхеринде 1994-нчи йылың 28-нчи апрелинде хер бири түркмен, француз ве рус диллеринде ики экземплярда амал эдилди.

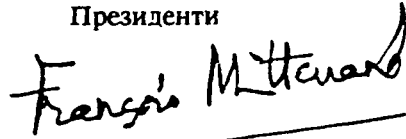
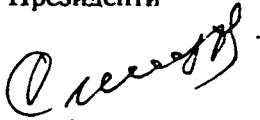
Шу Шертнама дүшүндүриш бермекте тапавутлыклар йүзе чыкан халатында диңе француз хем-де рус диллериндәки текстлер эсас хөкмүндө алнар.

Түркменистаның
адындан :

Француз Республикасының
адындан :

Түркменистаның
Президенти

Француз Республикасының
Президенти



Сапармырат Ныязов

Франсуа Миттеран

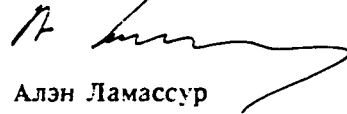
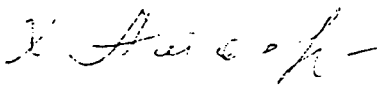
Премьер-министр



Эдуард Балладюр

Дашары Ишлер министри

Европа ишлери боюнча
министри-делегат



Халыкберди Атаев

Ален Ламассур

[TRANSLATION — TRADUCTION]

TREATY¹ OF FRIENDSHIP, UNDERSTANDING AND COOPERATION BETWEEN TURKMENISTAN AND THE FRENCH REPUBLIC

Turkmenistan and the French Republic, hereinafter referred to as the Parties,
Determined to develop a relationship of friendship and cooperation,

Noting that Turkmenistan is one of the successor States of the Union of Soviet Socialist Republics,

Convinced of the need to base their relations on trust and respect for the universal principles of freedom, democracy and justice,

Recognizing the primacy of international law in relations between States,

Basing themselves on the aims and principles of the Charter of the United Nations,

Reaffirming the commitments that they have made under the Final Act of the Conference on Security and Cooperation in Europe² and the Charter of Paris for a New Europe,³

Aware that the future of relations between the two States is inextricably linked to the strengthening of peace, security and stability in Europe and Asia,

Taking into account the establishment of the European Union and its contribution to the building of a peaceful and united Europe,

Have agreed as follows:

Article 1

Turkmenistan and the French Republic undertake to develop a relationship of cooperation in every sphere, based on mutual trust and interest. They shall promote understanding and friendship between the Turkmen and French peoples.

The Parties shall conclude other agreements, as necessary, for the implementation of this Treaty.

Article 2

Turkmenistan and the French Republic shall implement their political cooperation at both the bilateral and the multilateral level.

Committed to the universal values of freedom and democracy, they shall cooperate in the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms, in particular within the competent international organizations.

They shall combine their efforts with a view to ensuring international security, preventing conflicts and guaranteeing the primacy of international law in relations between States.

¹ Came into force on 9 October 1996 by the exchange of the instruments of ratification, in accordance with article 21.

² *International Legal Materials*, vol. XIV (1975), p. 1292 (American Society of International Law).

³ United Nations, *Official Records of the General Assembly, Forty-fifth Session*, document A/45/859, p. 3.

Article 3

Turkmenistan and the French Republic shall hold regular consultations at the appropriate level for the purpose of exchanging views on their bilateral relations and on international problems of common interest, in particular basic issues relating to security and cooperation in Europe.

The Parties shall endeavour to harmonize their positions in these areas as far as possible and, when they deem it necessary, shall take joint or concerted action.

To that end, meetings at the highest level shall be organized by agreement between the Parties. Their Ministers for Foreign Affairs shall meet at least once a year.

Working meetings between representatives of the Ministries of Foreign Affairs of the two States shall be held as necessary.

Other members of the Governments of the two States shall meet as necessary to address matters of common interest.

Article 4

In the event that a situation should arise which, in the opinion of one of the Parties, would create a threat to peace or a breach of the peace or would affect its major security interests, that Party may make a request to the other Party that consultations should be held between them on the matter without delay. The Parties shall endeavour to adopt a common position on the means to remedy the situation.

Article 5

Turkmenistan and the French Republic shall consult each other within the international organizations of which they are members, in particular the United Nations, with a view to harmonizing their positions as far as possible, when they deem it necessary, and ensuring the greatest possible efficiency in the implementation of the measures taken within that context.

Article 6

The French Republic undertakes to promote the development of ties between Turkmenistan and the European Union.

The commitments entered into by the French Republic in bilateral agreements with Turkmenistan shall respect the obligations incumbent on the French Republic by virtue of its membership in the European Union.

Article 7

Turkmenistan and the French Republic shall cooperate closely within the context of the Conference on Security and Cooperation in Europe.

The Parties shall take concerted action to strengthen its institutions, particularly in the legal area, in order to guarantee stability, security and the rule of law on the European continent.

In particular, they shall promote the adoption of principles that will contribute to conflict prevention.

Article 8

Turkmenistan and the French Republic emphasize the importance of the institution of the European Union, which makes it possible to implement a common

security and foreign policy, strengthen cooperation among European States and make an essential contribution to the stability of the continent and the entire world.

Article 9

Turkmenistan and the French Republic, emphasizing the decisive contribution made by disarmament agreements to European and international security, shall, within the Conference on Security and Cooperation in Europe and more particularly in the context of the Forum for Security Cooperation, support the process of disarmament, confidence building, strengthening of security and conflict prevention.

The Parties attach particular importance to measures intended to avoid the proliferation of weapons of mass destruction and to exercise effective control over conventional weapons. They shall take concerted action towards that end in inter-
national bodies.

The French Republic notes with satisfaction the decision of Turkmenistan to be a non-nuclear-weapon State.

Article 10

Turkmenistan and the French Republic shall develop and expand their contacts in the military sphere. To that end the Parties shall hold regular exchanges of views on their concepts of defence.

They shall promote contacts between their Ministries of Foreign Affairs and Ministries of Defence, and between the General Staffs of the armies of the two States.

Article 11

Turkmenistan and the French Republic shall accord special priority to the development of their cooperation in the fields of agriculture, energy, mineral resources, industry, transport and telecommunication.

Article 12

Turkmenistan and the French Republic shall develop cooperation in the training of participants in economic and social life.

Each Party shall endeavour to improve the conditions in its territory for the activities of companies of the other Party, in particular in the area of direct investment and the protection of invested capital.

The Parties shall promote the broadest possible exchange of economic information and shall guarantee businessmen and scientists of the two countries access to such information.

The French Republic shall, as far as possible, afford Turkmenistan technical assistance in training economic personnel with a view to promoting the development of a market economy.

Article 13

Turkmenistan and the French Republic shall, taking into account their mutual interests and in liaison with other States, cooperate within the framework of international economic organizations and financial institutions.

Article 14

Turkmenistan and the French Republic shall facilitate cooperation between the Parliaments of the two States.

Article 15

The Parties shall encourage direct ties between cities and regions of the two States, especially the twinning of towns, in accordance with the provisions of this Treaty.

The Parties shall facilitate cooperation between the political, social and trade union organizations of the two countries.

Article 16

Turkmenistan and the French Republic shall develop and intensify their cooperation in the areas of education, culture, science and technology, giving priority to training. They attach particular importance to cooperation in the area of health.

Each Party shall endeavour to increase knowledge among its people of the scientific, technical and cultural achievements of the other Party and, to that end, shall, *inter alia*, facilitate the dissemination of the other Party's books and publications.

The Parties shall endeavour to give all those interested an opportunity to study the language, culture, literature and history of the other Party.

In order to ensure greater understanding between the peoples of Turkmenistan and the French Republic, the Parties shall develop their cooperation with regard to the mass media.

The Parties shall encourage contacts between nationals of the two States, particularly between Turkmen and French youth.

They shall also encourage cooperation in the fields of sports and tourism.

The Parties shall contribute to the regular drawing up of joint programmes in the fields of education, culture, science and technology, and especially in the health sector. Such programmes shall define the practical modalities for the implementation of their cooperation, with the participation of the competent administrations of the two countries. The Parties shall promote direct contacts between universities, institutions of higher education, research centres and cultural establishments of the two States.

Article 17

Turkmenistan and the French Republic, aware of the importance of environmental protection, shall cooperate closely in that area and undertake to promote the development of concerted action at both the European and the international level.

Article 18

Turkmenistan and the French Republic shall extend their cooperation in consular matters.

The Parties shall create appropriate conditions for greater mobility of their nationals between the two States.

Article 19

Turkmenistan and the French Republic shall promote cooperation between the judicial institutions of the two States, particularly in the area of mutual assistance in civil matters.

The Parties shall organize cooperation between agencies responsible for public security to combat organized crime, illicit drug trafficking and smuggling, including illicit trafficking in works of art. They shall endeavour to establish appropriate co-operation to combat international terrorism.

Article 20

The provisions of this Treaty shall in no way affect the obligations entered into by the Parties with regard to third States and are not directed against any such State.

Article 21

This Treaty shall be subject to ratification and shall enter into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification.

This Treaty is concluded for a period of ten years. It shall be automatically extended for successive five-year periods. Either Party may denounce this Treaty at any time by sending written notification thereof to the other Party through the diplomatic channel. The denunciation shall take effect six months after the date of receipt of such notification.

DONE at Ashkhabad on 28 April 1994, in two copies, each in the Turkmen, French and Russian languages, only the French and Russian texts being authentic in the event of a dispute.

For Turkmemistan:

SAPARMURAT NIYAZOV
President of Turkmenistan

KHALYKBERDY ATAEV
Minister for Foreign Affairs

For the French
Republic:

FRANÇOIS MITTERRAND
President of the French Republic

EDOUARD BALLADUR
Prime Minister

ALAIN LAMASSOURE
Minister-Delegate
for European Affairs

